

**AUX MEMBRES
D'ALTERNATIVE CITOYENNE ET DES RESEAUX CITOYENS / CCAG**

**EN GUISE DE MISE AU POINT
Monique Dental, Bernard Bosc, Doucha Belgrave
(11 décembre 2004)**

**I - Monique DENTAL
Sur le déroulement des faits**

Lors de l'AG d'Alternative Citoyenne du 21 octobre 2004 qui précédait l'Université d'automne de Convergence Citoyenne pour une Alternative de Gauche (CCAG) Doucha et moi-même avons redemandé que les approches féministes soient au cœur de l'organisation des sujets abordés en plénières et en ateliers lors de cette Université. Nous avons préféré cette formule à la tenue d'un atelier sur le féminisme, puisque ma contribution sur ce thème (diffusée sur les listes) se concluait par une proposition de débat à planifier en A.G. d'A.C.

Sur la suggestion de Gilles Bénard, un groupe de travail s'est tenu en fin de réunion pour examiner les modalités concrètes de cette formule. Je me suis alors engagée à contacter des intervenantes féministes sur chacun des thèmes prévus, porteuses de différents courants. Puis, une fois recueilli leur accord, j'ai transmis une liste de noms avec les coordonnées au groupe organisateur (Bénédicte, Abdel, Gilles) pour que celle-ci soit communiquée aux responsables d'ateliers et de plénières (dont nous n'avions pas les noms), à charge pour eux de présenter aux invité-es le contexte et les autres intervenant-es au débat.

Par mail, Bénédicte Goussault m'a demandé de retirer Leïla Mansouri-Acherar, féministe algérienne, universitaire à Montpellier 3 qui devait intervenir dans l'atelier «Cultures, identités : quels vivres ensemble ? », au motif que sa présence à la tribune de cet atelier ne faisait pas consensus ; les réactions de Laurent Lévy étaient indiquées dans la suite du mail. J'ai appris à ce moment là qu'Hamida Ben Sadia était responsable de cet atelier. A aucun moment celle-ci ne m'a contactée pour évoquer les raisons de ce refus.

Leïla Mansouri-Acherar fut donc la seule féministe contactée pour intervenir à l'université d'automne à être récusée. Les arguments avancés par Laurent Lévy, ses a-priori sur la personne et le contenu de son intervention qui « aurait, selon lui, davantage porté sur le voile que sur la culture » relèvent du jugement de valeur sur une personne qu'il ne connaissait pas, tout en préjugant de sa communication. Ses suppositions de complot à l'encontre de l'atelier ont été ressentis par Leïla Mansouri-Acherar, comme par nous-mêmes, d'une telle violence que nous avons préféré dans un tel climat d'intolérance annuler sa participation. Laurent Lévy suggéra alors qu'elle - ou que nous - intervenions de la salle, ce que nous avons refusé, le statut de l'intervenante devenait alors tout autre.

Résultat : un seul atelier à l'université d'automne de CCAG - « Cultures, identités : quels vivres ensemble ? » - a refusé, à dessein, le débat pluriel et contradictoire. Pourquoi ?

En favorisant de la tribune l'expression d'un point de vue unique par des personnes, toutes signataires d'une « Ecole pour tous-tes », on laissait supposer au public que ce point de vue était la position « officielle » d'A.C. On évitait une fois de plus une réelle confrontation entre des positions divergentes. Comme dans toute situation de refoulement, le refoulé risque de revenir en boomerang.

Dans quel dessein ? Quelles en sont les conséquences ?

Un groupe de personnes peut-il refuser un débat pluriel sur un sujet quel qu'il soit et accaparer sa propre position pour en faire celle d'A.C. ? De quelles conceptions relèvent ces pratiques ? Une éthique de l'engagement dans Alternative citoyenne n'est-elle pas ainsi posée ? Une charte (comme celle de Porto Alegre) devrait être rédigée pour empêcher que de semblables dérives ne se reproduisent. Récemment, nous avons été placés devant des faits accomplis (signature donnée par Hamida Ben Sadia, sans débat en AG, nous engageant dans l'appel à la manifestation du 7/11). Et parce que nous ne prenons pas le temps de débattre des oppositions, les coups de force de quelques uns sont pris comme des assentiments, et des fonctionnements autocratiques s'installent.

Ce sont ces procédés que nous avons contesté parce le processus de construction d'alternatives suppose la reconnaissance de positionnements divers et le respect des personnes engagées. C'est cela que nous voulions mettre en discussion à l'A.G. de bilan parce que ces faits relèvent, pour nous, de fonctionnements anti-démocratiques conduisant à des dérives répétées.

Qui plus est, après l'université d'automne, Laurent Lévy se référant à des actions extérieures à A.C. a continué à m'adresser individuellement des mails calomnieux, injurieux et d'une grande confusion. Il y confondait à souhait les personnes engagées individuellement dans A.C. avec le Réseau ou le Collectif Féministes « Ruptures » auxquels elles adhèrent. Monique Dental et Bernard Bosc se sont engagés à titre personnel dans Alternative Citoyenne depuis le début du processus et Doucha Belgrave a rejoint AC à titre personnel en mai dernier. Quant au Réseau Féministe « Ruptures », c'est collectivement qu'il est engagé dans Convergence Citoyenne pour une Alternative de Gauche.

C'est alors que Laurent Lévy a transmis, pour information, à certains d'entre vous un mail dans lequel il posait un ultimatum : sa présence ou la nôtre.

A la réunion de bilan de l'université d'automne le 25 novembre, à laquelle je n'ai pu assister étant en déplacement à l'étranger pour participer au colloque Genre et militantisme, Bernard a tenté d'aborder le problème du dysfonctionnement de l'organisation de l'atelier « Cultures, identités, quels vivres ensemble ? ».

Les personnes présentes étaient toutes censées avoir reçu le texte de Doucha diffusé sur les listes et un certain nombre d'entre elles étaient également au courant pour avoir reçu en information les mails calomnieux de Laurent Lévy qui nous étaient destinés. Faisant mine d'ignorer les faits, aucune réaction ne s'est fait entendre, que ce soit sur le texte de Doucha ou sur les propos de Bernard dénonçant la violence et les attaques dont nous avons fait l'objet.

Depuis, Pierre Cours-Salies a proposé d'organiser un débat sur le différend en réunissant « les parties ». Nous ne nous y rendrons pas. La discussion que nous demandions ne portait pas sur des divergences de vues concernant notamment le port du voile à l'école

publique, mais sur la manière dont a été imposé un seul point de vue dans A.C. dans un atelier qui était censé débattre collectivement du sujet « Cultures, identités : quels vivres ensemble ? ».

Depuis plusieurs mois, j'ai demandé dans des réunions d'Alternative Citoyenne qu'une partie des discussions en AG mensuelles portent sur des sujets qui font dissensus. (Je l'ai encore redemandé à l'AG de juin dernier, puis de septembre). J'ai pris le soin de préciser à maintes reprises (notamment lors des débats précédents la campagne électorale des européennes) que mes différends avec Hamida Ben Sadia ne portaient nullement sur sa personne, mais bien sur ses pratiques et ses positions politiques.

Alternative Citoyenne a repoussé à plusieurs reprises les possibilités d'examiner les divergences. Probablement faut-il l'interpréter comme une incapacité à gérer les conflits (inhérents à tout rassemblement) autrement que par l'invective, les anathèmes et le psychodrame (comme le montre les échanges de mails sur la liste). Il me semble que le rôle d'Alternative Citoyenne ne doit pas être celui d'un parti ou d'une organisation dont un comité directeur trancherait en faveur d'une position plutôt qu'une autre et imposerait une ligne.

La construction du processus à l'œuvre pour contribuer à l'émergence d'une réelle alternative politique implique de débattre sur le fond de positionnements divergents puisque ceux-ci se réfèrent à des expériences militantes, donc des pratiques sociales, qui sont indicateurs des enjeux politiques de la période que nous traversons. C'est à partir du débat sur ces pratiques - et des bilans à tirer des luttes actuelles - que nous pourrions agir véritablement.

Toute cette agitation voudrait faire croire que les oppositions porteraient sur la loi contre le port du voile à l'école publique. Or, ce n'est que l'arbre qui cache la forêt. **Sur le fond, les divergences portent notamment et significativement sur l'appréciation des pratiques et des stratégies des courants intégristes en recrudescence depuis 1993 avec la flambée des exactions du FIS en Algérie. Les débats des partis de gauche en Algérie ont montré combien ils étaient alors divisés quant à la nature politique du FIS et aux positions tactiques à prendre face à ce parti islamiste. Ces divisions ont débouché sur une caricature définissant d'un côté des « négociateurs » (partisans d'un accord avec le FIS) et de l'autre des « éradicateurs » (considérant qu'il fallait rejeter purement et simplement le FIS du débat démocratique). Ces positions politiques se retrouvent aujourd'hui dans la situation politique française, l'« affaire du voile » et les polémiques autour de Tarik Ramadan n'étant que les épi-phénomènes de la face visible de l'iceberg.**

C'est comme militante féministe que j'ai fondé, début 90, avec deux autres féministes, et à la demande de féministes algériennes, le R.I.S.F.A. (Réseau international de solidarité avec les femmes algériennes). Nous avons été traitées, nous aussi d'« éradicatrices » parce que nous luttons solidairement avec des femmes et hommes vivant sous le joug fondamentaliste, parce que nous luttons contre les intégrismes religieux jusque dans les conférences mondiales organisées par l'O.N.U. Nous y avons vu à l'œuvre les tactiques et les stratégies des mouvements intégristes de toutes religions - associations et représentants étatiques - et leur collusion avec l'extrême droite.

Je reste donc partie prenante de la lutte contre tous les intégrismes religieux. Et ce n'est pas la situation géopolitique actuelle - où les Etats-Unis tentent de redevenir la super-puissance hégémonique par les différentes guerres qu'ils mènent ou fomentent dans le monde

- qui atténue pour autant les visées des mouvements intégristes qui veulent, eux aussi, conquérir du pouvoir en profitant de ce contexte .

Cependant, depuis quelques années, de nouvelles divisions sont apparues dans « le camp des progressistes ». La préparation du FSE à Saint-Denis en 2003 nous en a fourni un exemple avec les propos virulents tenus par des membres du M.I.B. et de l'association Présence Musulmane envers des militantes féministes de l'association « Ruptures », de la Marche Mondiale des Femmes entre autres. Et ce sont des raisons tactiques (consistant à préserver des alliances avec des mouvements de jeunes des banlieues d'origine maghrébine) qui ont conduit des militant-es du FSE à se taire sur leurs attitudes réactionnaires, dans l'espoir de les « gagner » au mouvement altermondialiste. Or, cet espoir apparaît aujourd'hui bien vain comme l'ont démontré les propos et les attitudes de groupes au FSE de Londres en octobre dernier.

La situation que connaît actuellement Alternative Citoyenne n'est que le prolongement d'un climat et d'un contexte général très dégradés. Il n'y a rien d'étonnant à cela dans la période de grande confusion que nous vivons. C'est ce qui me fait craindre que nous soyons par trop optimistes en déclarant qu'une alternative est possible.

En effet, ces pratiques comme celles que nous dénonçons relèvent de l'imposture puisqu'elles installent des divisions au lieu de solidarités, des anathèmes et des injures au lieu de respect des différences, des prises de pouvoir au lieu d'un « faire ensemble ». Ces pratiques ne peuvent que conduire à la disparition d'A.C. Ne cherchez pas à nous en rendre responsables.

Monique Dental monique.dental@wanadoo.fr

II - Bernard BOSC

Cela sent trop le procès d'un temps que les russes de moins de vingt ans ne peuvent pas connaître

Je ne suis pas d'accord avec la possibilité d'organiser un débat au sein d'alternative citoyenne dans les conditions énoncées par Pierre Cours Salies. Je n'ai pas l'âme d'un esclave lâché dans l'arène pour le plaisir de quelques initiés. Cela ressemble trop à un combat de coqs ou de chiens organisé dans un sous-sol, à une expérience de laboratoire où une poignée de professeurs fous attendant que le virus le plus fort triomphe. Le débat doit être à l'ordre du jour d'une AG ou alors il faut déclarer ouvertement qu'il n'est pas souhaitable de l'avoir.

Le débat critique impose à chacune et à chacun de devoir écouter les autres, sans utiliser des arguments définitifs. Toute forme d'intimidation violente d'une partie sur l'autre est inadmissible. Des « camarades » ont été témoins d'écrits qui augurent mal d'une quelconque discussion et il est inconcevable qu'ils ne s'en soient pas émus de quelque façon que ce soit. Nous proposer alors un face à face entre « spécialistes » défendant des thèses opposées est réducteur d'un vrai débat. Certains sont trop personnellement engagés pour être en capacité d'échanger sans passion. Quel rôle pour celles et ceux qui assisteraient à cette

confrontation ? Quelle confiance leur accorder alors qu'ils n'ont rien fait pour apaiser ou modérer les excès quand il en était encore temps ?

Le débat que nous voulions est un débat plus large que celui auquel on nous convie. Nous ne voulons pas que ce débat se situe uniquement sur le point du voile à l'école publique, même si ce point semble pour certains le seul important.

Le féminisme n'est pas - comme certains le laisserait penser - un combat partagé dans A.C. Le féminisme, c'est pour nous, une volonté de regarder, d'analyser, de mettre en perspective des actes, des idées. C'est soumettre à l'éclairage de l'expertise plurielle des modes de pensées qui se reconnaissent de la dénonciation des dominations patriarcales.

L'Alternative Citoyenne se devait d'offrir à toutes et à tous un lieu de parole, de confrontation d'idées. Elle se voulait un lieu d'élaboration en commun au service de valeurs partagées. Si l'une de ses idées n'avait pas fait l'objet d'une large discussion, il n'appartenait à personne de valider une quelconque opinion au nom de tous.

On semble s'être écartés du service de tous pour le service de quelques-uns. Attention de ne pas traiter des malaises récurrents comme s'ils n'étaient que des gémissements individuels.

Mes opinions ne sont peut-être pas celles de la majorité de ceux que je fréquente depuis quelques temps, mais je ne vois pas pourquoi je devrais en avoir honte. Je réclame la liberté d'opinion et le droit d'exprimer au grand jour mes idées.

Je ne me sens pas solidaire d'un groupe dont les principaux "penseurs" condamnent par leur silence les personnes qui sont insultées, menacées de se faire frapper (même si ce n'est que « métaphoriquement »).

Les personnes ou les groupes qui se sont écartés d'AC par déception, par manque d'écoute, ou par absence de prise en compte de la dimension qu'ils portaient, nous manquent.

Puisque seule l'arrière cour actuellement m'est proposée, à mon tour de ne plus me sentir concerné. Encore un de ces médiocres citoyens qui va abandonner ce haut lieu de la démocratie ...

Bernard Bosc bbox@9online.fr

III - DOUCHA BELGRAVE

Nous n'irons pas au bois tous les dés sont pipés

Remis d'ailleurs au 14 Décembre - pour régler " l'affaire " en petit comité et entre camps " adverses ", sans doute -, **ce débat sur le " Vivre ensemble " sera, à l'évidence, tronqué car réduit à un duel simpliste :**

- nobles défenseurs du voile islamique à l'école publique d'un côté,

- affreux " *militants de l'exclusion* " de l'autre (car c'est bien ainsi qu'on nous appelle, à A.C, n'est ce pas ?).

Insultés, nous n'aurons pas même le choix des armes. Mais nous aurons fortement intérêt à venir armés de crampons pour remonter une pente longuement savonnée. (Même si c'est pratique pour remonter une pente, nous éviterons néanmoins de nous munir de piolets, ceux-ci pouvant à tout moment être utilisés contre nous).

Imaginons cela : en bas de la pente, dans le cul-de-basse-fosse il nous faudra d'abord et avant tout **répondre d'inculpations pour " islamophobie " et " racisme "**. Il nous faudra présenter nos curriculum vitae de militant-es pour les droits de l'homme (et éviter de rajouter " *et pour les droits des femmes* " car ce sujet concerne justement les chefs d'inculpations). A mi-pente, si nous y parvenons, il faudra faire amende honorable et justifier de notre rupture définitive avec des groupes d'algériennes féministes qui n'ont pas l'heur de plaire dans notre collectif. Bien cramponnés à la pente, il ne faudra surtout pas dire que nous n'avons – contrairement à l'explication de texte de Laurent (Lévy) – aucunement trouvé " *abjectement raciste* " le tract récent d'Algériennes dénonçant le meurtre de deux jeunes femmes dans le sud de la France.

En haut de la pente, prudence : ne pas se sentir relaxés pour autant. Un moment de laisser-aller et c'est la rechute dans le cul-de-basse-fosse. Par crainte de la récurrence, nous devons éviter, par exemple, **de dénoncer le déni de droits pour les femmes au nom de Dogmes religieux ou de pratiques " culturelles "**. Ne pas nous opposer non plus à l'analyse de Laurent (Lévy) estimant que, je le cite, " *sur les emprises de l'extrémisme religieux, il s'agit de questions suffisamment anecdotiques dans la problématique " Cultures, Identités " pour qu'elles n'aient été abordées que de manière accessoire* ". Motus et bouche cousue, donc, pour n'ennuyer personne avec nos préoccupations " *accessoires* " et nos considérations par trop " *anecdotiques* ".

Il faudra surtout ne pas s'étonner (à haute voix) de la violence stupéfiante avec laquelle Hamida Ben Sadia censure toutes critiques (même modérées) sur le catéchumène Tarik Ramadan et ses visées évangélistes. Et par dessus tout, **ne pas s'inquiéter** (à haute voix) **sur les conséquences (pour notre collectif tout entier) de cette étrange parti-pris**, quand on voit combien le Professeur Ramadan s'avère être un petit soldat zélé (allez, disons un colonel) de l'islam politique.

Enfin, à peine sortis de là (même avec une peine modérée prononcée par les incendiaires-pompiers), nous serons précédés définitivement par notre casier judiciaire. Et il nous faudra nous plonger dans les manuels de déminage pour apprendre à repérer, contourner ou désamorcer les divers engins explosifs que le camp (le clan) adverse trouvera opportun (et profitable aux ambitions personnelles du moment) de placer et replacer ouvertement ou nuitamment, sous nos sièges ou derrière nos écrans d'ordinateurs...

Non mais, franchement, camarades, que diable irions-nous faire dans cette galère ?

Doucha
doucha@free.fr

Belgrave

